



Les autres usages possibles de la signalisation maritime pour une politique maritime intégrée.
Stratégie d'optimisation des emprises en mer et sur le littoral que constituent les éléments de signalisation maritime.

Exposé de la problématique

Les établissements de signalisation maritime, qu'ils soient fixes ou flottants, situés à terre ou en mer, constituent des points hauts ou des points avancés sur le milieu marin bordant le territoire national métropolitain et ultramarin. Appartenant à l'État, sur un espace soumis à des pressions croissantes (anthropique, naturelle ou induite par le changement climatique), ces établissements constituent donc des points à forte valeur ajoutée. Pourtant la décroissance des moyens servant à leur maintien en condition opérationnelle et l'absence de stratégie d'optimisation de leurs usages menacent leur pérennité.

Ces établissements pourraient être utilisés, au-delà de leur fonction première de signalisation maritime, pour servir de support à d'autres usages, et ainsi contribuer à d'autres politiques publiques, en particulier portées par le MTES. Pour autant qu'un cadre soit défini, ce partage des usages pourrait ainsi générer une contribution ou constituer une source de financement complémentaire permettant d'assurer leur maintien en condition opérationnelle tout en s'insérant dans une politique intégrée reflétant le souci de l'État d'une bonne gouvernance de la mer.

Résumé

L'urgence climatique et les nécessités d'une bonne gestion des budgets de l'État rendent impératives la bonne gouvernance du milieu marin, de ses usages et des missions régaliennes qui y sont associées. La politique maritime doit être intégrée, pour une cohabitation apaisée des usages, un développement économique solidaire et un bon état écologique de la planète.

Les points hauts ou avancés sur le milieu marin bordant le territoire national métropolitain et ultramarin que constituent les 6000 éléments de signalisation maritime pourraient ainsi servir également de supports pour d'autres usages existants ou émergents. Il importe donc aujourd'hui d'avoir une vision de ces besoins, qu'ils soient à des fins scientifiques ou économiques, afin d'être en mesure de définir un cadre pour les accompagner.

Le mémoire du 2 octobre 2018 de BT de l'EAAM, « *les autres usages possibles de la signalisation maritime pour une politique maritime intégrée* » de l'APAM Caroline PISARZ-VAN DEN HEUVEL, cheffe du bureau de la signalisation maritime, propose donc une première approche des exploitations existantes qui sont faites de ces éléments. Il présente également une démarche permettant l'émergence d'autres destinations innovantes ainsi que quelques clés pour réaliser un tel appel à projets à deux dimensions (projets localisés et projets de grande ampleur). Il évoque en

Mots clefs : Signalisation maritime – Politique maritime intégrée – Appel à projets – Observation in situ – Innovation



particulier les partenariats que pourraient nécessiter une telle approche, avec des autorités scientifiques, techniques et administratives, afin d'être en mesure de juger de la faisabilité, de la valeur scientifique et de l'intérêt pour la puissance publique des projets ainsi mis à jour. Il offre en dernier lieu une perspective sur les suites à donner à cet appel à projets pour la définition et le pilotage d'une politique pérenne en la matière, au travers de conventions-cadres de coopération, d'une procédure de soumission et de traitement des demandes impliquant notamment un point de contact unique et une participation à l'entretien des éléments de signalisation maritime servant de supports à ces autres usages.

Abstract

Other possible uses of maritime signalling for an integrated maritime policy.

Strategy for optimizing the right-of-way at sea and on the coastline constituted by maritime signalling elements.

Climate emergency gives an imperative character to a good governance of the marine environment, its proper use and the associated sovereign assignments. Maritime policy as to be an integrated policy for harmonious coexistence of uses, inclusive economic growth and achievement of a good environmental status.

The 6000 maritime aids to navigation surrounding the borders of national continental and overseas territories could thus benefit some other purposes as framing, in order to meet existing or emerging needs for an integrated maritime policy. To this end a clear vision of the needs, whether economical or scientific, is a fundamental requirement to be able to define an appropriate framework to support these developments.

Head of marine aids to navigation division Caroline PISARZ-VAN DEN HEUVEL, in her essay « the other possible purposes of marine aids to navigation for an integrated maritime policy » (EAAM, BT, October 2018), puts forward a first approach of existing uses of these structures. She presents also an approach enabling the advent of innovative uses and key features to carry out a call for projects. Lastly she offers an outlook of the follow-ups to this call for projects so as to ensure definition and monitoring of a long-term policy in this field.

Mots clefs : Signalisation maritime – Politique maritime intégrée – Appel à projets – Observation in situ – Innovation